

LA VOIX DES AUTORITÉS LOCALES ET RÉGIONALES SUR LA SCÈNE MONDIALE

NOTRE PARCOURS VERS L'APRÈS-2015

GTF2016

GLOBAL TASKFORCE

AGENDA

DU DÉVELOPPEMENT

POST-2015

VERS

HABITAT III



La **Taskforce Mondiale des gouvernements locaux et régionaux**, facilitée par CGLU, rassemble plus de 30 réseaux internationaux de gouvernements locaux et régionaux.

Note : Ce document a été élaboré avec l'aide financière de l'Union européenne. Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité de CGLU et de la Taskforce Mondiale et ne reflète en aucun cas la position de l'Union européenne.



Veillez consulter
gtf2016.org



ou écrivez à
globaltaskforce@uclg.org

SOMMAIRE

-
- 1** *page 4*
EN ROUTE VERS L'APRÈS-2015
-
- 2** *page 6*
RIO +20 : LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE
-
- 3** *page 10*
LE GROUPE DE PERSONNALITÉS ÉMINENTES DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU POUR L'ÉLABORATION DE L'AGENDA DU DÉVELOPPEMENT POUR L'APRÈS-2015
-
- 4** *page 14*
LA TASKFORCE MONDIALE DES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX POUR L'APRÈS-2015 ET VERS HABITAT III
-
- 5** *page 16*
LA CAMPAGNE POUR UN ODD URBAIN
-
- 6** *page 22*
LA MISE EN ŒUVRE LOCALE DE L'AGENDA POUR L'APRÈS-2015
-
- 7** *page 30*
L'AGENDA DU DÉVELOPPEMENT POUR L'APRÈS-2015
-
- 8** *page 32*
VERS HABITAT III ET LA DEUXIÈME ASSEMBLÉE MONDIALE DES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX

EN ROUTE VERS L'APRÈS-2015

ALLER DE L'AVANT LE REGARD TOURNÉ VERS LE PASSÉ

Le processus post-2015 a fourni aux gouvernements locaux et régionaux une occasion sans précédent : ils ont pu **apporter des points de vue, des expériences et des propositions locales au sein du débat international sur le développement durable.**

Cependant, pour les gouvernements locaux et régionaux, le Sommet pour l'après-2015 n'est qu'une étape supplémentaire **d'une trajectoire qui a débuté en 2005.** L'année de l'adoption des Objectifs du Millénaire pour le développement, ils ont démontré leur détermination à voir se réaliser les OMD avec la Campagne pour les Villes du Millénaire.



ROME



PARIS



BUENOS AIRES

1

Plus d'un millier de villes, départements et régions du monde entier a rejoint la campagne de manière directe

LE SOMMET POUR L'APRÈS-2015 EST UNE ÉTAPE SUPPLÉMENTAIRE D'UN PROCESSUS QUI A DÉBUTÉ EN 2005



LA CAMPAGNE DES VILLES POUR LE MILLÉNAIRE

La campagne a souligné le rôle des gouvernements locaux pour la réalisation des OMD. Elle invitait les États membres à établir au sein de l'ONU un rôle consultatif officiel pour les gouvernements locaux, pour des questions de gouvernance mondiale.

Plus d'un millier de villes, de départements et de régions a rejoint la campagne directement.

Beaucoup d'autres étaient représentés par leur association nationale de gouvernements locaux.

En 2010, CGLU et la Campagne du Millénaire des Nations Unies ont publié la brochure « **Huit façons de changer le monde** », qui présente huit manières pour les autorités locales de contribuer à la réalisation des objectifs.

La Taskforce Mondiale se réjouit de la reconnaissance croissante, à l'international, de l'importance d'une large participation, qui permet de s'approprier l'Agenda mondial du développement. Le Sommet pour l'après-2015 nous a permis d'examiner comment nous avons exploité cette occasion historique pour promouvoir **la gouvernance locale en tant que pierre angulaire du développement durable**.

RIO +20 LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT UNE BASE SOLIDE

2

Le Groupe Majeur des autorités locales a participé activement au processus préparatoire de la Conférence sur le développement durable (Rio + 20).

Alors que les négociations portaient sur un Agenda axé sur l'environnement, les gouvernements locaux et régionaux ont plaidé pour que l'Agenda inclue la gouvernance, la cohésion territoriale, l'inclusion sociale, la prestation de services et la culture en tant que quatrième pilier du développement durable.

Plus de 250 représentants des gouvernements locaux et régionaux se sont réunis lors du Sommet urbain, organisé par CGLU et ONU-Habitat, avec le soutien de l'Alliance des villes, UNACLA et la ville de Rio.

+ 250
REPRÉSENTANTS DES
GOUVERNEMENTS
LOCAUX ET RÉGIONAUX



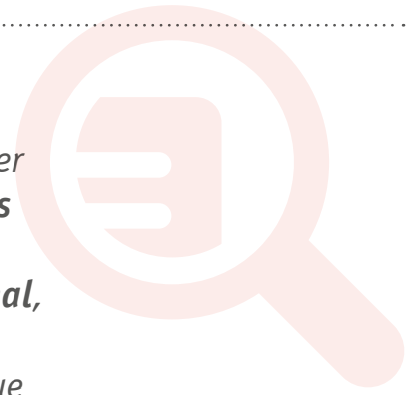
RECOMMANDATIONS DU SOMMET URBAIN POUR LE PROCESSUS DE RIO +20

- 01** : Créer une nouvelle architecture de gouvernance à multiples niveaux.
- 02** : Considérer les villes durables comme une question transversale au sein de l'Agenda du Développement. Inclure au moins un objectif sur les « Villes durables pour tous » dans les ODD.
- 03** : Favoriser la cohésion entre territoires dans les politiques de développement.
- 04** : Reconnaître la dimension importante que revêt la culture pour le développement durable.
- 05** : Élaborer des mécanismes juridiques pour les gouvernements locaux et sous-nationaux.
- 06** : Développer des mécanismes financiers pour les gouvernements locaux et sous-nationaux.
- 07** : Tirer partie des gouvernements locaux et sous-nationaux en tant que centres de croissance verte.
- 08** : Considérer la Conférence de Rio+20 comme la première étape vers Habitat III.



DOCUMENT FINAL DE RIO+20

« Nous réaffirmons que les organismes publics et législatifs, à tous les niveaux, ont un rôle clef à jouer dans la promotion du développement durable. **Nous sommes conscients des efforts déployés et des progrès réalisés aux niveaux local et infranational**, ainsi que du rôle important que les autorités et les collectivités concernées peuvent jouer dans l'optique du développement durable. »



« Nous sommes conscients de l'importance que revêtent les mécanismes internationaux, régionaux et nationaux, notamment ceux auxquels **ont accès les autorités locales et infranationales** pour mettre en œuvre les programmes de développement durable, et demandons qu'ils soient mis en place ou renforcés. »

« Le développement durable implique **la participation active et concrète des organes législatifs et judiciaires aux niveaux régional, national et sous-régional.** »





LE GROUPE DE PERSONNALITÉS ÉMINENTES DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU POUR L'ÉLABORATION DE L'AGENDA DU DÉVELOPPEMENT POUR L'APRÈS-2015 UN MOMENT HISTORIQUE

3

Kadir Topbaş, maire d'Istanbul et Président de CGLU, a fait part au Groupe de haut niveau mis en place en 2012 des aspirations des autorités locales et régionales, pour qu'il puisse fournir au Secrétaire général de l'ONU des recommandations au sujet de l'Agenda pour l'après-2015.

Cette invitation représente un moment historique, une intention claire de l'ONU de faire de l'élaboration de l'Agenda pour l'après-2015 un processus plus inclusif.



LES CONTRIBUTIONS DES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX AU GROUPE DE HAUT NIVEAU



« La réalisation de nombreux objectifs et cibles des OMD dépend des gouvernements locaux. »

« Les inégalités croissantes sont le talon d'Achille des Objectifs du Millénaire pour le développement. Un grand nombre de ces inégalités ne peuvent être résolues sans une prestation de services efficace en milieu urbain, pour les habitants du monde entier. »

« Le succès de nos recommandations sera assuré si nous développons un sentiment d'appropriation et de responsabilité à tous les niveaux, aux niveaux international, national et local. »



UN NOUVEAU PARTENARIAT MONDIAL : LE RAPPORT DU GROUPE DE PERSONNALITÉS ÉMINENTES DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU POUR L'ÉLABORATION DE L'AGENDA DU DÉVELOPPEMENT POUR L'APRÈS-2015

« Les autorités locales constituent un pont essentiel entre les gouvernements nationaux, les collectivités et les citoyens. Elles joueront **un rôle essentiel au sein du nouveau partenariat mondial.** »



« Le problème le plus urgent n'est pas l'opposition entre milieu urbain et rural, mais **comment favoriser une approche locale et géographique de l'Agenda pour l'après-2015.** Le Groupe estime que pour y parvenir, il faudra ventiler les données selon le lieu, et que les autorités locales jouent un plus grand rôle quant à l'établissement des priorités, la mise en œuvre des projets, le suivi des résultats et la collaboration avec les entreprises locales et les collectivités. »

« Il faudrait fixer presque tous les objectifs au niveau national, voire local, afin de tenir compte des différents contextes et situations de départ. »



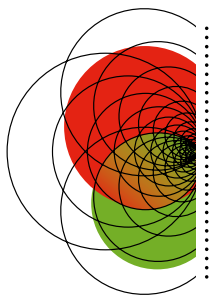
LA TASKFORCE MONDIALE DES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX POUR L'APRÈS-2015 ET VERS HABITAT III UNE STRATÉGIE COMMUNE

4



La Taskforce mondiale a été mise en place en 2013. Elle se fonde sur les contributions des réseaux de gouvernementaux locaux pour Rio+20 et le Groupe de haut niveau ; elle vise à rassembler les plus grands réseaux de gouvernements locaux et régionaux afin de construire une stratégie commune de plaidoyer pour l'Agenda post-2015 et les débats politiques internationaux y afférant.

L'une des principales ambitions de la Taskforce mondiale est de réunir le Développement durable, l'après-2015, Habitat III, les changements climatiques, la réduction des risques de catastrophes et le financement du développement comme un même processus. Cet objectif a déjà été atteint, en partie, en réunissant le Développement durable et l'après-2015 en un seul agenda.



« Nous appelons de nos vœux l'élaboration d'un seul Agenda universel, avec des responsabilités différenciées, qui repose sur les principes de subsidiarité, et qui reconnaisse les capacités de transformation de l'urbanisation. »

LA CAMPAGNE POUR UN ODD URBAIN

LA VILLE ET SES OPPORTUNITÉS

5

L'urbanisation est l'une des tendances mondiales les plus importantes du 21^e siècle. La moitié de la population mondiale vit désormais dans les villes. **Le pouvoir transformateur de l'urbanisation** doit faire partie intégrante de toute stratégie si elle se veut efficace pour lutter contre la pauvreté et assurer le développement durable. Depuis de nombreuses années, les gouvernements locaux et régionaux se battent pour une nouvelle vision de **la ville et de l'urbanisation, qui ne seraient plus considérées comme un problème, mais comme un puissant outil pour la gouvernance démocratique, la croissance économique, l'inclusion sociale et la durabilité environnementale.**

« Les villes sont le lieu où la bataille pour le développement durable sera gagnée ou perdue. »

Rapport du Groupe de haut Niveau

#urbanSDG

I Support the Stand-Alone
Goal on Sustainable Urban
Development!

+50% DE LA POPULATION
MONDIALE
VIT AUJOURD'HUI DANS
LES VILLES

L'une des plus importantes initiatives couronnées de succès de la Taskforce mondiale aura été son soutien proactif au réseau des solutions pour le

développement durable des Nations Unies, **dans sa campagne pour la création d'un Objectif de développement durable unique sur l'urbanisation.**



« Il est très important que nous travaillions ensemble à développer les capacités des maires et de toutes les personnes concernées par la planification et la gestion des villes durables. »

Déclaration de **Ban Ki-moon** lors de la réception des signatures en faveur d'un ODD urbain

POURQUOI LE MONDE A-T-IL BESOIN D'UN OBJECTIF URBAIN ?

01

Éduquer et attirer l'attention sur les défis urgents en milieu urbain ainsi que sur les possibilités futures.

02

Mobiliser et responsabiliser tous les acteurs urbains quant aux pratiques de résolution de problèmes.

03

Relever les défis spécifiques de la pauvreté urbaine et l'accès aux infrastructures.

04

Promouvoir une conception des infrastructures et une prestation des services qui soient intégrées et innovantes.

05

Promouvoir la planification de l'usage du sol et une concentration géographique efficace.

06

Assurer la résilience au changement climatique et la réduction des risques de catastrophe.

CGLU et la Taskforce mondiale ont enjoint les élus locaux du monde entier à participer en mai 2013 au

premier segment d'intégration de l'ECOSOC, consacré à l'urbanisation durable (Sustainable Cities Days).

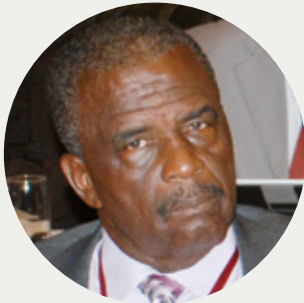
« On ne pourra atteindre la durabilité environnementale sans des actions sérieuses menées au niveau de la ville, principalement par les autorités locales. »

Joan Clos, Directeur exécutif d'ONU-Habitat, lors du Segment d'intégration de l'ECOSOC



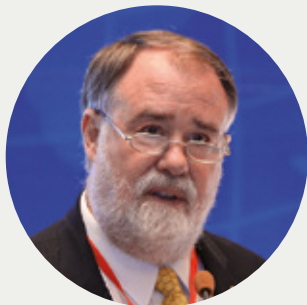
Les « Sustainable Cities Days », organisées par CGLU, ONU-Habitat et le Groupe des amis des villes durables, du 11 au 13 décembre 2013.

Les résultats de cette réunion ont servi au groupe de travail sur les villes et les établissements humains durables en janvier 2014.



« Nous avons besoin d'une approche commune pour développer à travers le monde nos politiques urbaines. Nous devons saisir cette occasion pour relier les politiques nationales et locales. »

Cllr Philip McPhee, Vice-président du Forum des gouvernements locaux du Commonwealth (CLGF) et Président de l'Association des gouvernements locaux des Caraïbes, Bahamas



« Les villes et les citoyens du monde ont autant besoin d'un ODD urbain que les gouvernements nationaux et la communauté internationale ont besoin du soutien des gouvernements locaux et infranationaux. En effet, **aucun objectif mondial ne saurait être atteint sans nous.** »

David Cadman, ICLEI, pour le Groupe de travail 7 sur les villes les établissements humains durables

« Je regarde les principaux objectifs – mettre fin à la pauvreté et à la faim, assurer une éducation de qualité, fournir eau et assainissement à tous, construire des infrastructures résilientes, assurer la croissance économique et plus encore – et puis je me demande : où tout ceci se décidera-t-il, où cela prendra-t-il place ? Et soudain, la réponse m'apparaît clairement : ce sera au niveau local, dans les villes à travers le monde. »



Josep Roig, Secrétaire Général, CGLU



La campagne menée au niveau mondial a permis l'inclusion de l'Objectif 11, « **Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables** » dans le rapport final du Groupe de travail ouvert en juillet 2014.

LES DIRIGEANTS LOCAUX PRENNENT LA POSE POUR SOUTENIR L'OBJECTIF 11 DURANT L'OCTOBRE URBAIN



LA MISE EN ŒUVRE LOCALE DE L'AGENDA POUR L'APRÈS-2015 COMMENT ET PAR QUI EST ÉLABORÉ L'AGENDA

6





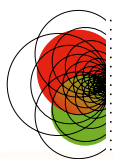
En plus de son activité de plaidoyer pour un ODD urbain, la Taskforce mondiale a demandé sans relâche une mise en œuvre locale de l'ensemble de l'Agenda post-2015. Ainsi les contextes, les défis, les opportunités et les gouvernements infranationaux seraient pris en compte à tous les stades du processus, que ce soit pour la définition des objectifs et des cibles, les moyens de mise en œuvre, les indicateurs utilisés pour assurer le suivi des progrès, ou encore la structure et les mécanismes du Nouveau Partenariat mondial pour le développement durable.

La Taskforce mondiale a activement participé au Groupe de travail ouvert chargé de produire un rapport sur les objectifs de développement durable lors de l'Assemblée générale.

Nos efforts de sensibilisation ont continué durant les négociations intergouvernementales sur les 17 objectifs proposés, qui ont eu lieu tous les mois de janvier à juillet 2015. Elles étaient ouvertes à tous les États membres, aux organisations internationales, aux Grands groupes et aux parties prenantes.



CONSULTATION SUR LA MISE EN ŒUVRE LOCALE DE L'AGENDA POUR LE DÉVELOPPEMENT POUR L'APRÈS-2015



GLOBAL TASKFORCE
OF LOCAL AND REGIONAL GOVERNMENTS
FOR POST-2015 DEVELOPMENT AGENDA
TOWARDS HABITAT III

UN HABITAT
FOR A BETTER URBAN FUTURE



La Taskforce mondiale des gouvernements locaux et régionaux a codirigé une consultation sur la mise en œuvre locale avec ONU-Habitat et le PNUD durant l'été 2014. Elle visait à identifier les leçons retirées des OMD et les meilleures pratiques sur la façon de mettre en œuvre les nouveaux Objectifs de développement durable au niveau local.

Des dialogues nationaux ont été conduits dans 13 pays, avec environ 4200 participants appartenant à des institutions nationales et locales.

Outre les dialogues nationaux, trois événements mondiaux et six événements régionaux se sont tenus, avec plus de 1000 participants en provenance de plus de 80 pays. Des discussions sur la plate-forme du « Monde que nous voulons » ont également eu lieu. Le processus a abouti à une réunion mondiale en octobre 2014 à Turin, en Italie.

Dialogues nationaux

4.200 
PARTICIPANTS 
13 PAYS

Trois événements mondiaux et six événements régionaux

+1.000 
PARTICIPANTS 
80 PAYS



« La plupart des objectifs et des défis essentiels de l'Agenda du développement post-2015 dépendront certainement de l'action locale, de l'adhésion communautaire et du leadership local, en parfaite coordination avec tous les niveaux de gouvernance (...) Des **gouvernements locaux responsables** peuvent promouvoir des partenariats locaux solides avec toutes les parties prenantes locales – société civile, secteur privé, etc. Une planification du développement local intégrée et inclusive, et qui implique toutes les parties prenantes, est l'instrument indispensable pour favoriser l'appropriation et l'intégration des trois dimensions du développement –social, économique et environnemental. »

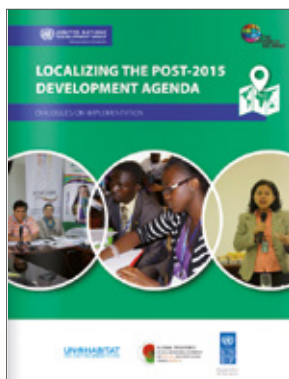
Helen Clark, présidente du Groupe de développement de l'Organisation des Nations Unies

« Une **planification stratégique** locale permettrait une plus grande intégration des trois piliers du développement : social, économique et environnementale. De même, une plus grande intégration entre les zones urbaines et rurales doit être encouragée, afin de favoriser une plus grande cohésion territoriale. »

Milagro Navas, maire de la municipalité d'Antiguo Cuscatlan et Présidente de FLACMA



RAPPORT DE CONSULTATION : LA MISE EN OEUVRE LOCALE DE L'AGENDA DE DÉVELOPPEMENT POUR L'APRÈS-2015



« Le leadership politique et social des femmes est la clé du développement territorial et de la mise en œuvre des ODD. Davantage de femmes élues localement aideront à assurer la participation pleine et effective des femmes aux prises de décision au niveau politique, économique et social. »

*« L'analyse des OMD a démontré la nécessité de diffuser plus efficacement l'Agenda mondial et la nécessité d'un **engagement plus fort des parties prenantes locales** quant à la définition, la mise en œuvre et le suivi de l'Agenda de développement post-2015. »*



*« L'Agenda mondial devrait être inspiré et mis en œuvre par les institutions locales, et répondre directement aux besoins des citoyens. Il devrait être transformateur ; inclure une participation à niveaux multiples de différentes parties prenantes ; renforcer le leadership local et l'appropriation des processus par les citoyens ; générer une **approche ascendante** ; être basé sur un processus large de consultation qui identifie des solutions et des idées de manière collaborative ; et il devrait fournir un cadre permettant le suivi des résultats. »*

« La **décentralisation, le principe de subsidiarité et la bonne gouvernance** à tous les niveaux sont essentiels pour la mise en œuvre de l'Agenda de développement pour l'après-2015. »

« Le **transfert des responsabilités devrait être accompagné de ressources et de financement appropriés**. Les capacités locales doivent être reconnues et exploitées pour mettre en œuvre l'Agenda mondial au niveau local. »



« Le **financement du développement territorial et urbain est un défi majeur** pour les gouvernements locaux. Pour renforcer l'autonomie locale, des efforts doivent être consentis pour s'assurer que le gouvernement local ait accès à des sources de revenus. Une **décentralisation fiscale efficace** devrait augmenter la capacité des gouvernements locaux à compter sur leurs propres ressources. »

« Une approche holistique de la réalisation des ODD peut être développée en définissant des moyens d'engagement clairs pour encourager la transparence et la responsabilité (par exemple, la budgétisation et la planification participatives). Il faudrait également promouvoir la collaboration entre les organes de gouvernance locaux, la société civile, le secteur privé et toutes les parties prenantes concernées. »

COMMENT METTRE EN ŒUVRE LES OBJECTIFS ET LES INDICATEURS DE L'AGENDA POUR L'APRÈS-2015 AU NIVEAU LOCAL

Le rapport technique de la Taskforce mondiale

« L'un des principaux défis sera de développer et d'assurer le suivi de cibles et d'indicateurs locaux afin d'obtenir un système d'ODD mieux placé dans son contexte. »

La consultation sur la « Mise en œuvre locale de l'Agenda post-2015 » a souligné l'importance de la création de cibles et d'indicateurs locaux pour permettre la mise en œuvre des objectifs et leur suivi au niveau sous-national. Ces données ventilées géographiquement permettraient d'identifier les inégalités au niveau sous-national et d'allouer les ressources nécessaires en conséquence.

Cela permettrait également aux collectivités de suivre les progrès réalisés au niveau local et de demander des comptes à leurs gouvernements.

C'est dans cet esprit que la Taskforce mondiale a publié un rapport passant en revue les sources et les indicateurs de données potentiels pour l'ensemble des cibles de l'objectif urbain, ainsi que les cibles d'autres objectifs revêtant selon nous une dimension locale importante.

Le rapport vise à enrichir les débats internationaux portant sur la « révolution des données pour le développement durable » et de réaffirmer l'importance de ne laisser aucune ville ou région pour compte.



LE NOUVEAU PARTENARIAT MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

« Le succès des futures stratégies de développement dépend d'une révision profonde du partenariat mondial, le cadre institutionnel et financier qui devrait sous-tendre les objectifs et les cibles. Le nouveau cadre devrait être soutenu par une structure de gouvernance internationale plus forte et plus démocratique, qui inclurait de nouvelles parties prenantes et qui couvrirait des questions et des réglementations qui ne sont pas prises en compte à l'heure actuelle.

Un nouveau partenariat pour le développement, véritablement mondial et qui inclurait toutes les parties prenantes, avec une approche de bas en haut et des organismes mandatés pour représenter leurs intérêts, est une condition préalable à la mise en œuvre du futur Agenda du développement.

Le rôle particulier des gouvernements locaux et infranationaux, déjà reconnu par le document final de Rio+20, devrait être encore renforcé au sein de l'Agenda post-2015. Des dispositions spécifiques doivent être prises pour inclure ces entités dans les mécanismes de prise de décisions pertinents. »

Déclaration du Groupe Majeur des Autorités Locales (LAMG) et de la Taskforce mondiale sur les Moyens de mise en œuvre et le Partenariat mondial, lors des Audiences interactives informelles de l'Assemblée générale sur l'Agenda du développement post-2015, Nations Unies, New York, du 26 au 27 mai 2015



L'AGENDA DE DÉVELOPPEMENT POUR L'APRÈS-2015

UNE NOUVELLE ÈRE
DU DÉVELOPPEMENT
MONDIAL DURABLE



7



2015
TIME FOR
GLOBAL ACTION
FOR PEOPLE AND PLANET

La Taskforce mondiale des Gouvernements Locaux et Régionaux se félicite du contenu de l'Agenda de développement pour l'après-2015, et notamment des points suivants :

- **OBJECTIF 6** garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau
- **CIBLE 8.9** élaborer et mettre en œuvre des politiques visant à développer un tourisme durable qui crée des emplois et mette en valeur la culture et les produits locaux
- **OBJECTIF 10** réduire les inégalités entre les pays et en leur sein
- **OBJECTIF 11** créer des villes et des établissements humains ouverts à tous, sûrs, résistants et durables
- **CIBLE 13.B** Promouvoir des mécanismes de renforcement des capacités afin que les pays les moins avancés se dotent de moyens efficaces de planification et de gestion pour faire face aux changements climatiques, l'accent étant mis notamment sur les femmes, les jeunes, la population locale et les groupes marginalisés
- **OBJECTIF 16** promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes
- **OBJECTIF 17** revitaliser le partenariat mondial au service du développement durable et renforcer les moyens de ce partenariat

Les gouvernements locaux et régionaux réaffirment leur engagement à jouer pleinement leur rôle dans la mise en œuvre, la surveillance et le suivi des Objectifs de développement durable dans les collectivités qu'ils servent, et au sein du Nouveau Partenariat mondial au niveau international.



VERS HABITAT III ET LA DEUXIÈME ASSEMBLÉE DES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX

DES PARTENAIRES ORGANISÉS
PRÊTS À APPORTER LEUR CONTRIBUTION

8





La Conférence Habitat III de Quito en octobre prochain sera un grand moment inscrit au calendrier des gouvernements locaux et régionaux. Habitat III sera la première Conférence mondiale des Nations Unies à se tenir suite à l'adoption des objectifs de développement pour l'après-2015.

Elle mettra l'accent sur la façon de mettre en œuvre la dimension de l'urbanisation du développement durable et, espérons-le, sur l'élaboration d'un nouvel accord sur le changement climatique. Les accords conclus définiront le nouvel agenda urbain de la communauté internationale pour les prochaines décennies. Au cours des 40 dernières années, le partenariat entre les autorités locales et ONU-Habitat a été élargi et renforcé.

- **1976 - HABITAT I:** reconnaissance des gouvernements locaux en tant que principaux partenaires (entre autres) d'ONU-Habitat pour la mise en œuvre de l'Agenda de l'habitat.
- **1996 - HABITAT II:** première Assemblée mondiale des villes et des autorités locales et fondation de CGLU.
- **2016 - HABITAT III:** deuxième Assemblée mondiale des autorités régionales et locales. Véritable « bon en avant » des relations entre l'ONU et les gouvernements locaux.

LES AUTORITÉS LOCALES ET RÉGIONALES FERONT UNE DÉCLARATION CONJOINTE À HABITAT III LORS DE LA DEUXIÈME ASSEMBLÉE MONDIALE.

Nous demandons à l'ONU :

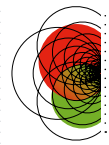
- de considérer cette déclaration comme le reflet de nos intérêts
- de reconnaître officiellement les autorités locales comme partenaires à part entière de l'Agenda pour l'habitat
- d'octroyer aux réseaux de gouvernements locaux et régionaux un rôle plus direct et des responsabilités accrues au sein des organes directeurs d'ONU-Habitat.

LES CONTRIBUTIONS DES GOUVERNEMENTS LOCAUX

« Le succès de nos recommandations sera assuré si nous développons un sentiment d'appropriation et de responsabilité à tous les niveaux, aux niveaux international, national et local. »

Kadir Topbaş
Maire d'Istanbul et Président de CGLU

« Nous appelons de nos vœux l'élaboration d'un seul Agenda universel, avec des responsabilités différenciées, qui repose sur les principes de subsidiarité, et qui reconnaisse les capacités de transformation de l'urbanisation. »



GLOBAL TASKFORCE
OF LOCAL AND REGIONAL GOVERNMENTS
FOR POST-2015 DEVELOPMENT AGENDA
TOWARDS HABITAT III



Les contributions du **Groupe de personnalités éminentes** à l'Agenda post-2015

Création de la **Taskforce mondiale des gouvernements locaux et régionaux**



2012

2013

2014



« Nous reconnaissons le rôle important que ces autorités et collectivités peuvent jouer pour la mise en œuvre du développement durable »

L'avenir que nous voulons
Document final de RIO+20



« Les villes sont le lieu où la bataille pour le développement durable sera gagnée ou perdue... »

Rapport du Groupe de haut Niveau « Un nouveau Partenariat mondial »

Segment d'intégration de l'ECOSOC sur l'Urbanisation durable

Campagne mondiale pour la création d'un **Objectif de développement durable unique sur l'urbanisation** #UrbanSDG

CGLU, ONU-Habitat et le Groupe des amis des villes durables organisent les **Journées des villes durables**



ET RÉGIONAUX

Les villes et les gouvernements locaux ont renouvelé leur volonté d'atténuer les changements climatiques à travers le Pacte mondial des maires

Défense des gouvernements locaux et régionaux devant le Groupe de travail ouvert

GTF, ONU-HABITAT et le PNUD Co-organisent des consultations sur « **la mise en œuvre locale de l'Agenda pour l'après-2015** »

« **Comment mettre en œuvre localement les cibles et les indicateurs de l'Agenda pour l'après-2015** » Rapport de la Taskforce mondiale

Rapport de synthèse du Secrétaire Général des Nations Unies sur l'après-2015: La dignité pour tous d'ici 2030

« Les gouvernements locaux et infranationaux sont prêts à jouer un rôle plus actif dans la définition, la mise en œuvre et le suivi de l'audacieux Agenda de développement pour l'après-2015 »

Déclaration du Groupe Majeur des Autorités locales

Audiences de l'Assemblée générale des Nations Unies

Troisième Forum politique de haut niveau sur le Développement durable

QUELLE SERA LA PROCHAINE ÉTAPE ?



POST-2015 AGENDA #LOCALIZING2015

SDG CAMPAIGN #URBANSDG

2015

Groupe de travail ouvert 7 sur les Villes et les établissements humains durables

« **On ne pourra atteindre la durabilité environnementale sans des actions sérieuses menées au niveau de la ville, principalement par les autorités locales.** »

Joan Clos, Directeur exécutif d'ONU-Habitat, lors du Segment d'intégration de l'ECOSOC

Octobre urbain : les dirigeants locaux prennent la pose pour soutenir l'**Objectif 11**

Première PrepComm d'Habitat III

Objectif 11 : « Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables » Inclus dans le Rapport final du Groupe de travail ouvert #SDG11

2016

Habitat III et la Deuxième Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux

Habitat III devrait relancer l'esprit d'Istanbul et encourager les États membres à « Intensifier leur coopération avec les associations et les réseaux d'autorités locales, ainsi que les organisations non gouvernementales. »

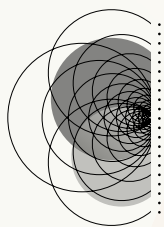
Déclaration de la Taskforce Mondiale lors de la Seconde PrepComm 2 d'Habitat III

Une stratégie efficace contre le changement climatique requiert des politiques publiques et des mesures de la part des acteurs non étatiques. Elles devront s'articuler sur la base d'une approche locale solide, en vue de renforcer fortement la gouvernance locale et régionale, de favoriser la protection des droits fondamentaux et un développement durable humain, sensible aux questions de genre.

Déclaration de Lyon 2015

Sommet de l'ONU pour l'adoption de l'Agenda de développement pour l'après-2015





GLOBAL TASKFORCE
 OF LOCAL AND REGIONAL GOVERNMENTS
 FOR POST-2015 DEVELOPMENT AGENDA
 TOWARDS HABITAT III

LES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX MEMBRES



Avec le soutien de: Commission européenne

